

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 07/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Electrolyse Abbaye d'Acey

Hameau d'Acey
39350 Vitreux

Références : CF/VV/2025/L_151
Code AIOT : 0005900950

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2025 dans l'établissement Electrolyse Abbaye d'Acey implanté Hameau d'Acey 39350 Vitreux. L'inspection a été annoncée le 24/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2025, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée au cours du 1^{er} semestre 2025.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockages des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP.

La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de fiches de données de sécurité conformes (FDS) et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à

prévenir tous risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux.

La visite a comporté une inspection visuelle des conditions stockages et d'étiquetage, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de quelques FDS par sondage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Electrolyse Abbaye d'Acey
- Hameau d'Acey 39350 Vitreux
- Code AIOT : 0005900950
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Electrolyse Abbaye d'Acey est un établissement procédant au traitement de surface de pièces métalliques destinées principalement aux secteurs de l'automobile, la connectique et l'aérospatiale.

Elle dispose de deux chaînes "tonneaux" de traitement. En lien avec le volume des cuves de traitement, l'installation de traitement de surface est une installation visée à l'annexe 1 de la directive n° 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 (directive dite "IED" relative aux émissions industrielles).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	60 jours
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Demande d'action corrective	60 jours
4	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rubriques de la Fiche de données de	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	sécurité (FDS)		
5	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet
6	Produits incompatibles associés à des rétentions	Règlement européen du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un état des stocks informatisé, d'éléments techniques complets relatifs aux produits stockés et de moyens de défense contre l'incendie sur l'ensemble du site ICPE.

6 fiches de constat ont été rédigées à l'issue de la visite d'inspection. Dans l'ordre de rédaction du rapport :

- 1 observation a été rédigée sur des incohérences de tonnages relevées sur l'état des stocks (cf. fiche de constat n° 1) ;
- 1 non-conformité a été relevée sur des incohérences de versions de fiches de données de sécurité disponibles (cf fiche de constat n° 2) ;
- 1 observation a été formulée sur l'accès aux fiches de données de sécurité depuis les postes opérateurs (cf fiche de constat n° 2) ;
- 1 non conformité a été relevée sur l'adéquation entre les moyens d'extinction en place et ceux indiqués dans une FDS (cf fiche de constat n° 4) ;
- 1 non conformité a été relevée sur les conditions de manipulation du cyanure (cf fiche de constat n° 6).

L'exploitant a apporté des éléments de réponses par courriel post-inspection du 19/03/2025. Les fiches de constats tiennent compte de ces éléments de réponse et les attendus de l'inspection sont précisés dans chaque fiche.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions régionales, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée :
Article 49 - Etat des matières stockées.
Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du

régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

L'exploitant utilise un système ERP (Enterprise resource planning : progiciel de gestion des processus de l'entreprise) pour la gestion de ses stocks.

Le système recense l'ensemble des produits chimiques et métaux présents sur le site.

Les quantités, entrantes et utilisées, sont enregistrées au fil de l'eau par le personnel qualifié. L'état des matières présentes en stock est à jour en permanence. Un inventaire physique est réalisé de manière mensuelle.

Le système informatique, intégré dans 2 serveurs, est accessible depuis internet via un VPN (virtual private network : réseau virtuel privé permettant de créer un lien direct entre des ordinateurs distants). Cela permet d'accéder à l'état du stock en permanence.

Pour les suites de la visite d'inspection, les 3 produits ci-dessous ont été choisis dans la liste des produits présents sur site :

- le PRESOL 1304 ;
- le cyanure de potassium ;
- le CRYSTAL SURFACT 46M.

Le système ERP permet notamment de retrouver :

- le nom du produit ;
- le numéro CAS (numéro d'enregistrement unique auprès de la banque de données de Chemical Abstracts Service : division des résumés de chimie) ;
- l'état du produit et son conditionnement ;
- la quantité présente sur le site ;
- les risques par grande famille.

Observation : il y a incohérence entre la quantité de produits indiquée dans les onglets « achat et stock » et « risques chimiques ». Exemples :

- pour le CRYSTAL SURFACT 46M, l'onglet « achat et stock » indique 9,5 kg alors que l'onglet « risque chimique » indique 0 tonne ;

- pour le cyanure de potassium, l'onglet « achat et stock » indique 258 kg alors que l'onglet « risque chimique » indique 0 tonne.

L'exploitant précise qu'il est probable qu'il y ait un problème d'affichage de chiffres après la virgule.

Le système permet de retrouver, par extraction dans un tableur, le lieu de stockage des produits entrants (magasin en général) et les lieux d'utilisations des produits (chaînes de traitement de surfaces, bains).

<p>L'état des stocks consulté en séance fait état des quantités présentes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • PRESOL 1304 : 925 kg en stock dans le magasin ; • cyanure de potassium : 258 kg en stock dans la zone « cyanures » du magasin ; • CRYSTAL SURFACT 46M : 9,5 kg en stock dans la zone acide du magasin. <p>Lors de la visite des installations, l'Inspection a constaté la cohérence entre l'état des stocks et les quantités présentes dans le magasin.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>- mise en cohérence des masses de produits stockés dans les différents onglets du système ERP de manière à ne pas générer de doutes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,</p> <p>b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou</p> <p>c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les fiches de données de sécurité sont systématiquement demandées avant l'intégration d'un produit chimique sur site. Si la fiche de données de sécurité n'est pas disponible, le produit n'est pas commandé.</p> <p>En lien avec la fiche de constat n° 1, les fiches de données de sécurité ont été consultées pour les produits choisis suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • PRESOL 1304 ; • cyanure de potassium ; • CRYSTAL SURFACT 46M.

Les fiches de données de sécurité sont accessibles des 3 manières différentes suivantes :

1) via le système ERP ;

2) via « l'ancien » système toujours actif (stockage en répertoire sur le serveur) ;

3) via des classeurs présents dans les ateliers.

Non-conformité : les versions des fiches de données de sécurité (FDS) peuvent être différentes selon les accès possibles. Exemples :

- la version de la FDS du CRYSTAL SURFACT 46M disponible dans un classeur consulté dans l'atelier date de 2019 alors que la version sur le réseau date de 2024 ;

- la version de la FDS du Cyanure de potassium disponible dans un classeur consulté dans l'atelier date de 2023 alors que la version sur le réseau date de 2021.

Observation : la volonté de l'exploitant est de faire en sorte que l'ensemble des FDS soit consultable depuis le système ERP, mais lors de tests de connexion réalisés lors de la visite, des problèmes d'accès sont apparus (« accès refusé ») lors de la tentative de connexion depuis 2 postes d'opérateurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- mise en cohérence des versions des fiches de données de sécurité en leurs différents points d'accès ;

- accès aux fiches de données de sécurité depuis l'ensemble des postes informatiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6

Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :

- 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;
- 2) identification des dangers ;
- 3) composition/informations sur les composants ;
- 4) premiers secours ;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie ;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;

7) manipulation et stockage ; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ; 9) propriétés physiques et chimiques ; 10) stabilité et réactivité ; 11) informations toxicologiques ; 12) informations écologiques ; 13) considérations relatives à l'élimination ; 14) informations relatives au transport ; 15) informations relatives à la réglementation ; 16) autres informations.
<p>Constats :</p> <p>Les fiches de données de sécurité ont été consultées pour les produits choisis suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le PRESOL 1304 ; • le cyanure de potassium ; • le CRYSTAL SURFACT 46M. <p>Les 3 FDS consultées reprennent les 16 rubriques visées dans la prescription. Les numéros d'enregistrement des substances sont présents, soit dans la rubrique 1.1 pour les produits non mélangés (ex. : cyanure de potassium), soit dans la rubrique 3 pour les mélanges (ex. : PRESOL 1304 et CRYSTAL SURFACT 46M). Les étiquettes sont présentes sur les emballages et comportent des précisions en français. Les pictogrammes et les mentions de dangers sont cohérents entre les étiquettes et les FDS.</p> <p>L'Inspection ne formule pas de constat.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1
Thème(s) : Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :</p> <p>5.1 mesures de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle de la disponibilité et de la conformité des moyens de lutte en place au regard des dispositions de la rubrique 5.1 des fiches de données de sécurité a été effectué pour les produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • PRESOL 1304 ; • cyanure de potassium ;

- CRYSTAL SURFACT 46M.

Un extincteur à eau pulvérisé avec additif est disponible à proximité immédiate de l'accès au magasin et sera en toute probabilité le premier dispositif utilisé pour combattre un début d'incendie dans le magasin.

Pour le PRESOL 1304 et le CRYSTAL SURFACT 46M : il y a adéquation entre les moyens d'extinction présents susvisés et les moyens d'extinction mentionnés au 5.1 des FDS.

Non-conformité : pour le cyanure de potassium : il n'y a pas adéquation entre les moyens d'extinction présents susvisés (extincteur à eau pulvérisée) et les moyens d'extinction mentionnés au 5.1 de la FDS. La FDS mentionne en effet qu'il faut utiliser un agent d'extinction à sec et que les mousses, jet d'eau direct ou neige carboniques sont à proscrire. Il y a donc un risque fort de réaction en cas d'utilisation de l'extincteur le plus proche.

Par courriel en date du 19/03/2025, l'exploitant a confirmé :

- l'étude des différentes FDS afin de déterminer le type d'extincteur à utiliser en fonction des produits chimiques ;
- la mise en place d'un module dans l'ERP pour ajouter le type d'extincteur en fonction du produit chimique considéré ;
- la mise en place d'une étiquette sur le container cyanuré : ne pas utiliser d'extincteur à eau / utiliser un extincteur à poudre CO2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- étude de l'adéquation entre les moyens d'extinction présents et ceux en place pour l'ensemble des produits chimiques ;
- mise en place des éventuels correctifs nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Conditions de stockage et de manipulation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article 1

Thème(s) : Actions régionales, Produits incompatibles

Prescription contrôlée :

Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006
Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :

7.1.1 : recommandations de manipulation ;

7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;

Constats :

Un contrôle de l'application des recommandations de manipulation et des conditions de stockage indiqués aux rubriques 7.1 et 7.2 des fiches de données de sécurité a été effectué pour les produits listés ci-dessous.

Pour le PRESOL 1304 et le CRYSTAL SURFACT 46M : il y a adéquation entre les dispositions contrôlées de la FDS et les moyens en place.

Pour le cyanure de potassium : ce produit est stocké dans un container, fermé à clé, présent dans le magasin de stockage dans lequel sont stockés des acides et des bases de manière séparée.
→ il y a adéquation entre les dispositions contrôlées de la FDS et les moyens en place pour les conditions de stockages.

Non-conformité : les conditions de manipulation du cyanure de potassium sont réalisées sous hotte aspirante avec les EPI adaptés ; cependant, en cas de renversement accidentel, le cyanure se dirigerait directement vers un regard qui donne vers la station d'épuration et dans laquelle, et à proximité, il y a potentiellement de l'eau de nettoyage au sol, comme le jour de la visite.
Il y a incohérence entre les points ci-dessus et un éventuel mélange du cyanure avec de l'eau.

Par courriel en date du 19/03/2025, l'exploitant a confirmé :

- la présence en point bas d'un regard avec une vanne pour fermer la conduite (dirigée vers les concentrés cyanurés de la station) ;

- la mise en place systématique d'un tapis absorbant sur la grille d'évacuation lors de la manipulation de produits.

La **non-conformité** ci-dessus est considérée comme levée au regard des dispositions mises en place par l'exploitant post-inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Règlement européen du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Actions régionales, Rétention

Prescription contrôlée :

- article 25-II dernier alinéa « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ».

- rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles

Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers.

Constats :

Lors de la visite des installations, l'Inspection a constaté la séparation du magasin de stockage en 3 zones distinctes :

- 1 zone de stockage des produits cyanurés en container métallique fermé à clef en permanence ;
- 1 zone de stockage des produits chimiques « acides » ;
- 1 zone de stockage des produits chimiques « basiques ».

Par courriel en date du 19/03/2025, l'exploitant a justifié que le container est entouré d'un caniveau de rétention spécifique dans lequel est installé un détecteur de fuite, que les zones acides et basiques sont séparées par un muret, chacune équipée d'un détecteur de fuite relié à une alarme et d'un regard spécifique disposé en leur point bas.

Les pentes sont étudiées de manière à ce que les produits ne puissent se mélanger en cas de déversement dans chacune des zones.

Le volume de rétention de la zone acide est 4,5 m³ pour un contenant le plus grand stocké de 1 m³ et un volume de stockage liquide de 4 m³ maximum.

Le volume de rétention de la zone basique est 4,5 m³ pour un contenant le plus grand stocké de 1 m³ et un volume de stockage liquide de 4 m³ maximum.

L'Inspection ne formule pas de constat.

Type de suites proposées : Sans suite